

Recherches sociales et sociétés en Amérique latine

Yvan Labelle

Volume 15, Number 35, 1971

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/020965ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/020965ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Labelle, Y. (1971). Recherches sociales et sociétés en Amérique latine. *Cahiers de géographie du Québec*, 15(35), 351–360. <https://doi.org/10.7202/020965ar>

RECHERCHES SOCIALES ET SOCIÉTÉS EN AMÉRIQUE LATINE

De mai à septembre 1970, grâce à une subvention du *Conseil des Arts du Canada* et à la bienveillance de mes hôtes, je visitais une vingtaine de centres de recherches sociales, instituts, facultés ou écoles de sciences sociales, avec un intérêt particulier en ce qui a trait à la sociologie, dans huit pays d'Amérique latine. Par la même occasion, je pouvais réaliser une cinquantaine d'entrevues auprès de chercheurs et de professeurs dont la majorité étaient sociologues. Enfin, ces contacts m'ont permis de rapporter une importante documentation qui comble, dans une certaine mesure, les vides de ce dont je disposais à l'Université Laval comme production sociologique latino-américaine.

La recherche entreprise n'est qu'un moment d'une étude plus vaste. L'objectif à long terme est l'étude des conditionnements sociaux et politiques des recherches et des théories sociologiques dans les pays dits « sous-développés » d'Amérique latine. On connaît les remous provoqués par des recherches faites par des étrangers dans certains pays, les reformulations profondes apportées par des chercheurs latino-américains à certaines théories sur le développement et les protestations assez véhémentes en faveur de l'autonomie nationale dans le domaine des études sociologiques et anthropologiques. L'étude de ce phénomène relativement nouveau est à faire, bien que certains aspects aient été déjà objets d'observation et de réflexion. Cette étude apporterait un chapitre nouveau et enrichissant à la jeune sociologie de la connaissance.

Du point de vue théorique, l'épanouissement de la sociologie de la connaissance a une importance de premier ordre non seulement pour la sociologie mais pour toutes les sciences humaines. Relativiser les théories qui se veulent trop englobantes, préciser pour cela les conditions historiques, politiques et économiques qui les ont vu naître et croître en importance dans le temps et l'espace, détecter les courants idéologiques qui ont sous-tendu ou continuent de sous-tendre certaines options théoriques, ce sont là des tâches qui ne peuvent que purifier l'atmosphère de la recherche en sciences humaines et préciser en même temps ce dont on peut en attendre. Du même coup se perfectionne un des mécanismes essentiels de leur objectivité.

Du point de vue pratique, cette recherche permettra de faire connaître la sociologie latino-américaine au Canada, dans son état actuel et son développement historique. Il m'apparaît que certains aspects des travaux de chercheurs latino-américains ne sont pas sans rapport avec certains de nos propres problèmes (théories du développement, acculturation, aspects sociaux de la planification, politique et sociologie, etc.). D'un autre côté, une connaissance plus précise des travaux qui se sont faits et qui se font dans cette région ne pourrait que servir une définition plus saine des politiques de recherche à l'étranger de certaines universités canadiennes.

Il existe une vieille tradition, non étrangère à ma ligne de recherche, celle d'étudier la pensée sociale latino-américaine, représentés par les travaux classiques de William Rex Crawford (*A Century of Latin American Thought*). Les témoins de cette pensée étaient ce qu'on appelle les « penseurs », mi-intellectuels, mi-hommes d'action, dont la tradition n'est pas encore éteinte. La critique dont ils furent l'objet souvent de la part de certains sociologues provoqua une réaction dont le travail de Gloria Cucullu est un écho (*El estereotipo del intelectual latinoamericano. Su relación con los cambios económicos y sociales*). Par ailleurs, une tendance proprement sociologique de réflexion critique sur les travaux scientifiques en sociologie a pris naissance il y a une trentaine d'années, et a pris de plus en plus d'importance. Les travaux des précurseurs (Poviña, Cermani) préparèrent la route aux plus jeunes (Ramos, Ianni, Fernandes). Il faut cependant remarquer que cette sociologie de la sociologie ne provoqua un renouveau en sociologie qu'après qu'un semblable mouvement se soit produit en science économique (CEPAL). La tendance critique en sociologie s'intensifia sous l'influence de la conjoncture politique (projet Camelot, événements politiques entre 1960 et 1965) et apparurent des prises de positions comme celles de Pablo Gonzalez Casanova au Mexique et de Orlando Fals-Borda en Colombie.

La présente recherche se voudrait plus systématique et plus globale. La plupart des travaux signalés sont de brefs articles ou ne touchent que des aspects partiels dans le temps ou l'espace. Elle se voudrait aussi comparative. La situation de la sociologie au Québec n'est pas sans analogie avec celle de la sociologie en Amérique latine. Des comparaisons judicieuses permettraient de mieux voir et de mieux comprendre certains problèmes.

I. Centres, instituts, facultés, écoles visités

Les quelques résultats préliminaires exposés plus bas viennent d'une première analyse rapide des entrevues que j'ai eues avec une cinquantaine de chercheurs et de professeurs dans une vingtaine d'institutions. Ces institutions qui m'ont aimablement reçu sont les suivantes :

- Venezuela (Caracas)* : Centro de estudios del desarrollo (CENDES) ;
 Escuela de ciencias sociales, Universidad católica Andrés Bello ;
 Instituto de investigaciones económicas y sociales, Universidad central de Venezuela ;
- Brésil* : Centre latino-américain de recherches en sciences sociales (CENTRO), Rio de Janeiro ;
 Instituto de direito público e ciência política, Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro ;
 Instituto brasileiro para o desenvolvimento (IBRADES), Rio de Janeiro ;
 Departamento de sociologia, Universidade católica de Pernambuco, Recife ;
 Instituto Joaquim Nabuco de pesquisas sociais, Recife ;
 Departamento de sociologia, Universidade Federal da Bahia, Salvador ;

- Programa de recursos humanos, Universidade Federal da Bahia, Salvador ;
 Centro de Estudos e Ação social, Salvador ;
 Revista brasileira de estudos políticos, Belo Horizonte ;
 Serviço de documentação sobre a juventude (SEDOC joven), Belo Horizonte ;
- Chili (Santiago) :* Escuela latinoamericana de sociología (ELAS) ;
 Instituto latinoamericano de planificación económica y social (ILPES) ;
 Centro de estudios de la Realidad Nacional (CEREN) ;
 Centro para el Desarrollo económico y social de América latina (DESAL) ;
 Departamento de sociología, Universidad de Chile ;
- Pérou (Lima) :* Departamento académico de ciencias histórico-sociales, Universidad Mayor de San Marcos ;
 Instituto de estudios peruanos (IEP) ;
- Colombie (Bogota) :* Instituto colombiano para el desarrollo (ICODES) ;
 Instituto colombiano de antropología ;
- Costa Rica :* Instituto interamericano de ciencias agrícolas de la O.E.A., Turrialba ;
- Mexique (D.F.) :* Instituto de investigaciones sociales, Universidad nacional autónoma de México ;
 Instituto mexicano de estudios sociales (IMES).

N'ayant pu me rendre à Sao Paulo ni à Buenos Aires, un échange de correspondance m'a permis quand même de recevoir une intéressante documentation de trois autres institutions importantes :

- Centre de investigaciones sociales, Instituto Torcuato, Di Tella, Buenos Aires ;
 Consejo latinoamericano de ciencias sociales, (CLACSO) Buenos Aires ;
 Centro de estudos rurais e urbanos, Universidade de São Paulo.

Ajoutons, en terminant cette information, que j'ai réalisé quelques entrevues de sociologues hors de ces institutions, principalement à Puerto Rico, au Brésil, au Chili et au Mexique.

II. Quelques résultats préliminaires

Une première lecture des matériaux au niveau des pays nous permettra de nous rendre compte de la situation des sciences sociales, spécialement de la sociologie, dans chacun des contextes nationaux. Dans une seconde étape, nous dégagerons les grandes orientations théoriques et thématiques au niveau de l'ensemble, et dans une dernière opération nous établirons des comparaisons entre pays.

1) *Les situations nationales*

Tout le monde connaît la situation de *Puerto Rico*. Une certaine analogie entre l'histoire et la situation socio-économique portoricaines et l'histoire et la situation socio-économique du Québec a attiré mon attention sur la place et les problèmes des sciences sociales dans ce pays. Les quelques entrevues que j'ai pu y avoir permettent de dégager les conclusions suivantes. La sociologie qui se fait à Puerto Rico est d'abord la sociologie faite par des Américains sur Puerto Rico. Même s'il y a peu de recherches, celles qui se font portent d'abord sur différents aspects quantifiables du « travail social », de la planification et de la démographie. Le courant théorique prépondérant est le fonctionnalisme présenté aux étudiants dans des manuels et des textes en anglais, même si on note une certaine résistance chez eux. Hors ce courant, on retrouve quelques très rares chercheurs portoricains isolés qui étudient surtout l'histoire et les origines de la culture portoricaine. Il ne faut évidemment pas beaucoup d'imagination pour voir dans ce rapide tableau un reflet fidèle de la situation politique et culturelle portoricaine. Malgré une certaine analogie avec la situation québécoise, elle m'apparaît extrêmement plus tragique. En effet, en dépit de l'impact de la sociologie américaine chez-nous et nos problèmes de minorité culturelle, une recherche autonome a pris pied et une sociologie propre se développe rapidement. C'est dire aussi que notre dépendance et la domination qui s'exerce au Québec ne sont pas aussi totales et nous laissent quand même une plus grande marge de manoeuvre.

On retrouve le courant théorique américain majeur au *Vénézuéla*, surtout à l'Université catholique et chez un certain nombre de chercheurs formés aux États-Unis (mais pas tous). On trouve également deux autres courants, un premier s'inspirant du marxisme soviétique et un second du néo-marxisme. Les travaux de Ramón Losada sur *la dialectique du développement* et *l'enquête ouvrière de Marx* de Rodolfo Quintero illustrent le premier, tandis que les travaux sur la « dépendance » illustrent le second. *La génération vénézuélienne de 1928* de Acevedo et Nunez s'inspire du fonctionnalisme. Cette situation correspond à un certain degré de pluralisme dans la société vénézuélienne et une ouverture à la sociologie comme science pouvant avoir des orientations théoriques variées et pouvant rendre service au pays. Même si, il y a encore peu de temps, certains secteurs de la population accusaient les sociologues d'être des « communistes », on sait utiliser leurs travaux. En plus de la sociologie politique, dont le développement est relativement autonome, la sociologie de l'éducation et la sociologie rurale se développent, en bonne part, dans le cadre d'organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux. Si certains craignent le « social engineering », il y a peu, par ailleurs, de recherches fondamentales.

Mais à travers cette crainte, n'est-ce pas de l'établissement d'un régime autoritaire que ces chercheurs ont peur ? C'est à ce « social engineering » qu'est réduite, au *Brésil*, la sociologie, et même la presque totalité des sciences sociales : science politique, économique, anthropologie. Pour comprendre

cette situation, il faut se souvenir de la purge que les universités, et surtout le milieu des sciences humaines, ont connu depuis le coup d'État militaire du 1^{er} avril 1964. Tous les chercheurs et professeurs qui n'oeuvraient pas selon les orientations théoriques américaines bien connues ont été progressivement écartés d'une manière ou d'une autre. Au point qu'il n'est pas exagéré de dire que, depuis, les sociologues brésiliens les meilleurs sont plus connus et travaillent davantage hors de leur pays que dans le leur ; pour ajouter au paradoxe, il semble bien que la grande part des recherches qui se font encore au Brésil le sont par des étrangers, particulièrement des Américains ou financées par des organismes américains. Dans ce contexte, l'enseignement de la sociologie est à son plus bas au moment où le gouvernement impose un cours de formation civique et morale dans la plus pure « tradition occidentale chrétienne », ce qui n'empêche pas d'avoir des chapitres sur les Forces Armées et la Sécurité de l'État. On comprend alors le refus de la reconnaissance légale de la profession de sociologue, d'une part, et l'appui officiel à l'institut Joaquim Nabuco de Recife fondé par Gilberto Freyre qui déclare dans son annuaire que « depuis 1956, l'I.J.N.P.S., est un des centres d'études de l'École supérieure de Guerre et du Cours de l'État-Major et du Commandement des Forces Armées ». Si la science économique est la science sociale qui a le plus de prestige et de crédits, la science politique fait son profit de larges collaborations américaines et quelques recherches en sociologie de l'éducation et en ressources humaines se retrouvent dans des organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux. Ajoutons à cela les recherches de Recife en « sociologie du pittoresque » et les travaux non-publiés du Centre d'études brésiliens pour la planification (SEBRAP), de Sao Paulo, (récupération de professeurs remerciés par l'université de São Paulo et financement par la Ford Foundation) et nous aurons fait le tour de ce qui existe aujourd'hui en sciences humaines dans un pays qui, il n'y a pas longtemps, offrait ce qu'il y avait de mieux en la matière en Amérique latine.

C'est tellement vrai que, sans être méchant, on peut noter une inflation de Brésiliens dans la plupart des organismes internationaux qui ont des centres régionaux au *Chili*. Économistes, sociologues, politicologues, géographes, ils font profiter de leurs travaux et de leur expérience la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), l'ILPES, l'ELAS, le BIT, la FAO, et aussi des organismes proprement chiliens comme l'Institut national de développement agro-pastoral (INDAP), la Corporation de la Réforme agraire (CORA), l'Office chilien de planification (OCEPLAN), etc. Les travaux, d'ailleurs, des bureaux régionaux des organismes internationaux et inter-américains peuvent masquer, pour l'étranger, les travaux proprement chiliens : Ceux-ci sont reliés, pour le moment, surtout aux deux centres CEREN et CESO (Centre d'études de la réalité nationale, de l'université catholique de Santiago, et Centre d'études économiques et sociales, de l'université du Chili). L'orientation est surtout néo-marxiste et les thèmes sont la dépendance et la marginalité, la réforme agraire et le monde paysan, les problèmes de santé et d'urbanisation. Les travaux les plus originaux et les plus sérieux de

sociologie des mass media se trouvent dans ce pays. La thématique et l'orientation des sociologues chiliens et étrangers n'a pas été sans créer une antipathie notoire de la part d'éléments de la droite politique chilienne. Quant aux travaux des chercheurs des organismes internationaux, ils répondent évidemment assez souvent aux besoins de la stratégie de ces organismes. Actuellement ils portent sur les problèmes de ressources humaines, l'habitation et la famille, la marginalité et la dépendance. Structuralisme et néo-marxisme se retrouvent dans ces travaux qui démontrent assez bien le pluralisme idéologique des organismes en question.

Comme au Chili, la recherche sociale au Pérou se concentre dans deux centres de Lima : l'IEP (Institut d'études péruviennes) et le CISEPA (Centre de recherches sociales, économiques, politiques et anthropologiques), le premier indépendant du gouvernement et de l'Église, le second affilié à l'Université catholique du Pérou. Les recherches les plus originales viennent de l'IEP où on retrouve un grand sens d'urgence nationale dans la situation actuelle. Là aussi on travaille sur la dépendance ; et les études des mouvements étudiants et paysans, des migrations, de la réforme agraire, apparaissent les plus privilégiées. Le CISEPA semble consacrer une grande part de son énergie aux problèmes de la fertilité humaine et de la famille, caractéristique que j'ai retrouvée dans beaucoup de centres privés d'inspiration chrétienne. L'enseignement de la sociologie, comme au Chili d'ailleurs, s'axe assez bien sur les deux grands courants fonctionnaliste et marxiste. La même dichotomie se retrouve, mais moins marquante, dans les recherches.

La Colombie en ce moment fait figure de parent pauvre pour ce qui est de la recherche en sociologie. Il se fait bien quelques travaux sur la dépendance et la marginalité et sur les problèmes de ressources humaines, mais l'absence du pays de certains chercheurs importants, un certain style de marxisme à l'Université nationale et une conscience aiguë du grand problème politique expliqueraient le peu d'études empiriques actuelles. Malgré une situation difficile, on ne peut qu'être édifié par l'humble labeur de quelques chercheurs anthropologues de l'Institut colombien d'anthropologie. Mais eux-mêmes se plaignent du peu d'intérêt de leurs élèves pour les champs traditionnels de leur discipline et de leur préférence pour les problèmes urbains.

L'établissement à Bogota de la section de « Développement rural » de l'Institut interaméricain de sciences agricoles de l'OEA, auparavant à Turrialba, Costa Rica, pourra, peut-être, jusqu'à un certain point y vitaliser la recherche en sociologie rurale. Bien que du même coup on ait appauvri ce secteur en Amérique centrale par ce déplacement. La région d'Amérique latine la plus pauvre à tous les points de vue, elle l'est également sous l'aspect du développement des sciences sociales.

Le Mexique devient un des pôles d'attraction pour un bon nombre de chercheurs. Le développement important du Centre de recherches sociales de l'Université nationale autonome (UNAM) en fait déjà un des grands centres de l'Amérique latine à côté du CENDES (Caracas), du Di Tella

(Buenos Aires), de l'ILPES (Santiago) et de l'IEP (Lima). Les ambitions sont grandes si on regarde la multiplicité des thèmes retenus : structure sociale et développement, population et démographie, science politique, histoire et prospective de Mexico, et ce ne sont que des sections regroupant un grand nombre de projets. Mais le personnel est relativement nombreux et le budget permet une réelle indépendance. Le néo-marxisme semble bien le courant théorique le plus marquant. Hors de l'UNAM il se fait d'autres recherches même si les centres qui s'y consacrent ne me semblent pas jouir de la même marge de manoeuvre. Le fait, par exemple, de devoir compter sur le financement de fondations américaines n'expliquerait-il pas qu'ils doivent consacrer une trop grande part de leur temps à des études sur la limitation des naissances et la fertilité humaine ? Le fait est qu'on retrouve au Mexique la pluralité des thèmes et des orientations théoriques comme dans la plupart des autres pays que j'ai visités. Même les étrangers y sont assez nombreux qui se consacrent à des recherches, mais les champs d'intérêt sont différents ici, absents de l'économique, peu nombreux en sociologie, ils sont assez nombreux en anthropologie sociale et culturelle. La recherche est considérée importante par le gouvernement et le parti au pouvoir, au point que l'Institut d'Études politiques et sociales (IEPS) emploie déjà 300 personnes à temps plein et peut être considéré comme un début de « CNRS » qui a le projet de centraliser tous les centres de recherches et tous les fonds. « Centraliser » dans le sens de coordonner et planifier. Ce serait sans doute le premier effort latin-américain de prendre en main la recherche sociale, de l'établir sur des bases rationnelles et en fonction des priorités nationales. Le projet n'est pas loin de celui de l'INRS du Québec.

2) *Quelques conclusions provisoires*

Certains chercheurs latino-américains me résumaient les grandes *orientations théoriques* de la région en sociologie, tant dans la recherche que dans l'enseignement, de la façon suivante :

- a) selon J. S. Michelena : le marxisme soviétique ; le marxisme hétérodoxe (influence d'Althusser) ; le structuro-fonctionnalisme (influence de Merton, Parsons, Germani) ;
- b) selon J. Graciarena : le « développement national » (influence du structuralisme et de l'anthropologie), v.g. Helio Jaguaribe, Darcy Ribeiro ;
- c) selon E. Faletto : le marxisme ; le fonctionnalisme ;
- d) selon A. I. Cairo : la sociologie dialectico-scientifique ; le fonctionnalisme.

Si on essayait de systématiser ces points de vue en tenant compte des nuances, je pense qu'on aurait l'éventail complet en distinguant :

- 1. le courant marxiste : a) « orthodoxe », v.g. Losada ; b) hétérodoxe, v.g. Quijano ;
- 2. le courant structuro-fonctionnaliste : a) « orthodoxe », v.g. Germani ; b) hétérodoxe, v.g. Jaguaribe.

Quant aux *orientations thématiques*, la systématisation est plus difficile. J'ai l'impression, pour le moment, que le gros de la recherche et des pré-occupations se greffe d'une façon ou d'une autre à un des cinq champs suivants :

1. sociologie et histoire de la culture ;
2. sociologie politique ;
3. sociologie économique ;
5. sociologie de la famille et démographie.

Des champs m'apparaissent relativement absents, comme :

1. sociologie de la connaissance ;
2. sociologie du travail et sociologie industrielle ;
3. sociologie des loisirs et de la culture de masse ;
4. sociologie de l'organisation.

On pourrait évidemment être encore plus synthétique et résumer comme me le faisait José Matos Mar qui distinguait deux grands champs d'activité sociologique :

1. les études sur la dépendance (ou la domination) et la marginalité, pour s'expliquer les relations U.S.A.-Amérique latine ;
2. la critique des concepts et des théories, pour établir des théories adaptées à la situation latino-américaine.

Si on tente ensuite de relier les orientations théoriques et thématiques aux centres, instituts, facultés ou écoles, on dégage le tableau suivant :

1. Instituts, etc., privés et catholiques : a) fonctionnalisme ; b) famille, démographie.
2. Instituts, etc., publics, privés non-confessionnel : a) néo-marxisme ; b) sociologie politique, et sociologie économique.

La sociologie rurale se fait surtout au sein d'organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux, et la sociologie, comme l'histoire de la culture, est surtout le fait de chercheurs isolés.

Un essai de comparaison de l'état de la sociologie avec la situation socio-politique dans chaque pays et entre eux, demande évidemment des analyses beaucoup plus poussées que celles que j'ai pu faire jusqu'à présent. Cependant, j'avancerais, pour le moment, tant pour provoquer la discussion que pour me forcer à préciser ma pensée, l'hypothèse suivante (déjà avancée pour d'autres cas) : la mesure de l'amplitude du pluralisme idéologique acceptée dans un pays est la même que celle de la diversité des orientations théoriques existantes. Dans ce sens et avec les données dont je dispose, examinées rapidement, on pourrait considérer le tableau suivant :

		<i>pluralisme idéologique</i>	
		(+)	(-)
Pluralisme théorique en sociologie	(+)	Chili Vénézuéla Pérou Mexique Colombie	
	(-)		Brésil Argentine Puerto Rico

Ce qui ne préjuge pas d'ailleurs de l'attitude officielle ou d'une part importante des groupes au pouvoir face au développement de la sociologie comme telle. À ce point de vue, la bienveillance envers la sociologie me paraît plus en relation avec l'utilité qu'on pense en tirer :

		<i>bienveillance</i>	
		(+)	(-)
Utilité	(+)	Chili Mexique Pérou	
	(-)	Colombie Vénézuéla Puerto Rico	Brésil Argentine

Ces quelques tentatives de systématisation sont évidemment discutables et ne sont que des réflexions au cours d'un travail de recherche qui se poursuit.

3) *Quelques derniers commentaires*

La dichotomie dans les orientations théoriques à laquelle nous sommes arrivés pour l'Amérique latine en rejoint une autre qui est discutée au Québec d'aujourd'hui, celle que Marcel Rioux a baptisé « sociologie critique et sociologie aseptique ». Marx étant le pivot de la première et Weber de la deuxième. Alors que dans l'optique de la première la sociologie étudie l'émergence de la liberté, dans l'optique de la seconde la liberté n'est qu'un postulat et la sociologie étudie les déterminismes sociaux. Dans l'une on peut juger du degré d'aliénation et de liberté des sociétés, dans l'autre on ne pose pas de questions aux finalités sociales.

Un problème qui apparaît, c'est que certaines sociétés ont vécu successivement ces orientations de la sociologie qui avaient des racines dans les événements qui s'y déroulaient, tandis qu'en Amérique latine, comme au Québec, nous vivons, en sociologie aussi, le « non-contemporain ». De là il me semble que les orientations théoriques que l'on retrouve dans un pays ou dans un autre s'expliquent non pas surtout, ou seulement, par leur situation sociale, mais par leur ouverture plus ou moins grande aux influences étrangères et la force (pour une raison ou pour une autre, et c'est à étudier) avec laquelle ces dernières s'y exercent. C'est à cause de cette problématique particulière de la sociologie latino-américaine que beaucoup d'étudiants en sociologie au Québec s'y intéressent. Car, ici, après le tournant de 1960, au dogmatisme de la « doctrine chrétienne » dans les questions sociales a succédé une phase de sociologie aseptique qui commence à peine à être mise en question.

Cependant, si une communauté, bien que réduite, existe déjà entre chercheurs latino-américains, les liens de celle-ci avec le Québec sont loin d'être ce qu'ils pourraient être. Souhaitons que dans un avenir prochain ils se resserrent.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- ARON, Raymond, « Science et conscience de la société », *Archives Européennes de sociologie*, 1960, tome I, p. 1-30.
- COSTA PINTO, L.A., « Sociologia a mudança social », *Revista brasileira de ciencias sociais*, nov. 1961, vol. 1, no. 1, p. 5-59.
- FERNANDES, Florestan, « A sociologia como afirmação » *Revista brasileira de ciencias sociais*, março 1962, vol. II, no. 1, p. 3-39.
- GALTUNG, Johan, « Los factores socio-culturales y el desarrollo de la sociología en América latina », *Revista latino-americana de sociología*, mars 1965, vol. 1, no. 1, p. 72-102.
- GONZALEZ CASANOVA, Pablo, « La nouvelle sociologie et la crise de l'Amérique latine », *L'homme et la société*, oct-nov-déc. 1967, no. 6, p. 37-47.
- GRACIARENA, Jorge, « Sociologia e ideología: algunos problemas en la orientación de la formación de sociólogos en América latina », *Revista mexicana de sociología*, oct-déc. 1968, ano XXX, no. 4, p. 795-818.
- GRACIARENA, Jorge, *La crisis latino-americana y la investigación sociológica*, IX congreso latino-americano de sociología, Mexico, nov. 1969, 39 p. (mimeo).
- IANNI, Octavio, « La sociología en América latina », *Revista latino-americana de sociología*, nov. 1965, vol. 1, no. 3, p. 414-430.
- NUN, José, « Los paradigmas de la ciencia política: un intento de conceptualización », *Revista latino-americana de sociología*, mars 1966, vol. 2, no. 1, p. 67-97.
- RIOUX, Marcel, « Remarques sur la sociologie critique et la sociologie aseptique », *Sociologie et sociétés*, mai 1969, vol. 1, no. 1, p. 53-67.
- ROCHER, Guy, « L'avenir de la sociologie au Canada », dans *L'avenir de la sociologie au Canada*, édité par J.J. Loubster, Société canadienne de sociologie et d'anthropologie, Montréal, nov. 1970, p. 14-29.
- VERON, Eliseo, « Ideología y producción de conocimientos sociológicos en América latina », *América latina*, oct-déc. 1968, ano 11, no. 4, 19-48.

Yvan LABELLE
 professeur
 Département de sociologie
 Université Laval, Québec